

fréquenté par les masses, et pas seulement par des bourgeois amateurs d'art, venait brouiller les frontières entre la culture de l'élite et la culture populaire, entre les classes sociales et entre le public et l'intime. Enfin, le chapitre six qui clôt le livre s'attache à mettre en lumière les relations entre l'automobile, le cinéma et le corps féminin en montrant comment ce dernier a été instrumentalisé au bénéfice des deux premiers, certaines de leurs caractéristiques – notamment leur standardisation à des fins de consommation de masse, la centralité du mouvement et l'insistance sur le plaisir, des phénomènes typiques de la modernité – étant en retour projetées sur le corps féminin.

L'ouvrage de Nicholas vient certainement combler un vide notable dans l'historiographie canadienne qui s'est peu intéressée aux années 1920. Il s'inscrit dans la mouvance assez récente des travaux traitant au corps, de sa construction et de sa performativité, ce qui en fait une contribution tout à fait originale. Cette perspective lui permet en effet de montrer comment la « fille moderne », loin de représenter un épiphénomène, en est arrivée à incarner les profondes transformations que vivait le Canada sur les plans technologique, urbanistique et consumériste durant les années folles et à cristalliser les craintes et les résistances que ces changements provoquaient. La « fille moderne », dont on brosse ici le portrait pour mieux en disséquer le symbolisme, se démarque en effet des modèles féminins antérieurs par sa grande visibilité, sa présence ostensible dans l'espace public constituant un rappel constant de la modernité dont elle était le produit et le véhicule, mais que plusieurs rejetaient, ou à tout le moins déploraient.

La démonstration, quoique parfois redondante et un peu éclatée, reste convaincante sur le fond, mais on déplore que le Québec ne soit pas inclus dans l'étude. Il faut aussi souligner que l'analyse est essentiellement fondée sur des sources médiatiques (articles, éditoriaux, chroniques, lettres de lectrices, publicités parus dans des journaux et magazines canadiens), dont une partie importante provenaient des États-Unis. De fait, à cette époque, non seulement la publicité était généralement produite au sud de la frontière, mais certaines chroniques et récits étaient repiqués des grands médias américains, comme l'auteure le reconnaît elle-même (p. 18). Même si Nicholas en est parfaitement consciente et qu'elle reste attentive au contexte canadien, ses sources témoignent donc d'un impérialisme culturel dont elle ne tient peut-être pas suffisamment compte dans son analyse.

Denyse Baillargeon  
*Université de Montréal*

POUTANEN, Mary Anne – *Beyond Brutal Passions: Prostitution in Early Nineteenth-Century Montreal*. Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 409 p.

En janvier 1838, Eleonore Galarneau et trois autres de ses camarades sont relâchées par la Cour après leur comparution pour prostitution. Non satisfaites de leur sort, elles menacent de briser les fenêtres du palais de justice si on n'accepte pas de

les admettre à la prison commune. Comme d'autres prostituées qui arpentent les rues de Montréal pendant la saison froide, elles sont prêtes à bien des ruses pour trouver asile derrière les barreaux afin d'y profiter d'un peu de nourriture, de chaleur et peut-être aussi de soins médicaux.

Ces femmes aux parcours de misère sont quelques-unes des nombreuses figures que présente Mary Anne Poutanen dans son histoire de la prostitution à Montréal au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette étude substantielle de quelque 400 pages s'appuie sur des recherches entreprises dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue en 1996 et poursuivies lors d'un postdoctorat consacré à la petite criminalité. Si la vie des prostituées de rue et des tenanciers et tenancières de bordel au cœur de l'ouvrage évoque la grande pauvreté urbaine de l'époque étudiée, l'auteure insiste pourtant, tout au long de son analyse, pour reconnaître à ces infortunés une agentivité. Elle fait systématiquement valoir leur part d'autonomie dans le dessin de leur trajectoire.

L'ouvrage repose sur un impressionnant corpus de sources dont les dossiers judiciaires constituent la part centrale. Ceux-ci permettent de documenter la réalité de plus de 2000 femmes qui, entre 1810 et 1842, cumulent environ 4500 charges reliées à la prostitution (vagabondage, débauche, désœuvrement et dérèglement). Des registres de police et de prison, des registres paroissiaux, des recensements ainsi que des documents notariaux complètent la documentation et permettent de contextualiser les différents cas étudiés, en éclairant les réseaux familiaux et communautaires. Sont aussi mobilisés dans l'analyse des sources militaires, des dossiers gouvernementaux, des annuaires de la ville de même que des documents provenant d'hôpitaux et d'institutions charitables. Le travail colossal qu'a dû représenter le traitement d'une telle masse documentaire force l'admiration.

L'ouvrage se divise en deux grandes parties. La première, qui rassemble les trois premiers chapitres, met l'accent sur la vie des prostituées et des maquerelles dans leurs lieux de travail et au sein de leur communauté. La seconde, composée des chapitres 4 à 7, s'intéresse à la régulation de la prostitution proprement dite et tente de bien distinguer ce qui relève de la loi de ce qui relève des usages coutumiers.

Au premier chapitre, l'historienne s'attarde à ce qu'elle appelle la géographie sociale de la prostitution montréalaise. Loin d'être limité au centre-ville, le commerce du sexe s'étend à la plupart des faubourgs. Intégrées à la vie communautaire, les prostituées sont visibles dans les rues et autres espaces publics : tavernes, port, marchés et casernes. L'auteure évoque avec talent la vie de ces femmes qui jalonnent des rues bruyantes, non pavées, souvent boueuses. Des cartes permettent de localiser avec précision le déplacement des activités selon les décennies. Mêlées à la vie urbaine, les prostituées de rue bénéficient d'une certaine tolérance pendant une grande partie de la période étudiée. La surveillance des voisins leur assure une protection, alors qu'elles sont sujettes à bien des formes de violence. Cette tolérance s'amenuise dans les années 1830, avec la montée d'une morale plus rigide.

La tenue de maisons de débauche et la façon dont ce commerce s'intègre à l'économie des ménages sont les thèmes abordés au chapitre 2. Pour certaines

Montréalaises, la prostitution est une stratégie pour subvenir aux besoins familiaux. Des conjoints, conjointes, sœurs, beaux-frères et, parfois même leurs enfants, sont partenaires dans ce commerce qui brouille les frontières entre famille et travail, privé et public. La réalité du travail de rue est, pour sa part, explorée au chapitre 3 qui aborde aussi le phénomène de l'itinérance. L'accent est toujours mis sur la capacité d'agir des femmes qui souhaitent, pour la plupart, échapper à la pauvreté, mais parfois aussi à la tyrannie familiale et à l'abus conjugal. Les diverses stratégies de subsistance des prostituées de rue – des femmes généralement jeunes, dont beaucoup, proportionnellement, sont des immigrantes irlandaises – sont mises en relief. Certaines font des séjours en institutions privées, comme à l'Asile Magdalene qui les accueille froidement. La plupart des organismes philanthropiques, toutefois, leur refusent l'assistance.

Le chapitre 4 ouvre la deuxième partie consacrée à la justice. En évoquant les lois qui régissent la nébuleuse du commerce du sexe et leur interprétation différenciée selon le genre et la classe, l'auteure explore le point de vue des plaignants et expose les différentes étapes de la procédure légale. Le vagabondage et le fait d'être « débauchée, désœuvrée et dérégulée » sont les délits invoqués, le plus fréquemment, pour arrêter les prostituées de rue. Ces lois mal définies donnent aux forces de l'ordre un pouvoir discrétionnaire. C'est la police qui prend le plus souvent l'initiative des plaintes, mais le voisinage entreprend parfois des procès contre les tenanciers. La procédure étant coûteuse, plusieurs ne la mènent pas jusqu'au bout, se satisfaisant de l'effet produit par l'inculpation première. Pour les prostituées de rue, l'emprisonnement est quasi systématique et, survient le plus souvent avant même leur procès. Des verdicts de culpabilité tombent dans la grande majorité des cas. À l'inverse, on note un très petit nombre de clients pris dans les filets de la justice, ce qui témoigne assurément d'un double standard. Les relations entre les forces policières et les prostituées sont approfondies au chapitre 5. Marquées du sceau de l'ambiguïté, elles sont certes caractérisées par le contrôle et, parfois aussi, l'abus de pouvoir. Mais ces rapports prennent parfois aussi une tournure paternelle ou solidaire.

Le traitement judiciaire et les châtements sont abordés dans les deux derniers chapitres. L'étude démontre que les femmes accusées de prostitution de rue avaient droit à une justice sommaire qui débouchait, paradoxalement, sur des peines sévères. Le mot d'un policier suffisait à envoyer une prostituée derrière les barreaux. Dur traitement pour un crime sans victime, souligne Poutanen. Par contraste, les hommes et les femmes accusés de tenir bordel avaient plus de chance d'éviter un verdict de culpabilité et pouvaient mettre en œuvre des stratégies d'attribution pour repousser leur procès. Au début de la période, les peines afflictives et infamantes, comme le pilori, sont utilisées avant que l'emprisonnement ne devienne la norme. Poutanen dresse un portrait glaçant des conditions de détention au sein la prison (l'ancienne et la nouvelle du Pied du courant, à partir de 1836) : chauffage inefficace, hygiène déplorable, rationnement alimentaire. On peine à croire que des prostituées aient voulu y chercher asile.

Cette étude est assurément une contribution majeure à l'histoire de la prostitution à Montréal, mieux connue jusqu'alors pour la période du XX<sup>e</sup> siècle

grâce aux études d'Andrée Lévesque (1989, 1995) et de Danielle Lacasse (1994), entre autres. En abordant différents angles, Poutanen réussit à recomposer de manière convaincante la vie quotidienne des prostituées dans une ville coloniale en pleine transition. Sans négliger de mettre en lumière les déterminants structurels au sein desquels le commerce du sexe s'est historiquement déployé, l'historienne s'intéresse surtout au jeu des négociations, des stratégies de résistance et de solidarité initiées par les actrices de cette histoire des bas-fonds montréalais. Se refuser à dépeindre unilatéralement ces femmes comme des victimes du capitalisme et du patriarcat procède assurément d'un noble principe. Parfois, néanmoins, on a l'impression que l'auteure force un peu la thèse de l'autonomie, tant les contraintes sont lourdes et la capacité d'agir, restreinte. Si liberté il y a, c'est certes une « liberté du pauvre », dira-t-on pour paraphraser Jean-Marie Fecteau. Soulignons enfin que l'analyse est solidement appuyée sur une très riche historiographie internationale qui permet à l'auteure de comparer l'expérience montréalaise à ce qui se passe dans plusieurs villes d'Europe et d'Amérique.

Louise Bienvenue  
*Université de Sherbrooke*

SAWAYA, Jean-Pierre – *Des braves et des guerriers : Les Amérindiens du Québec et la guerre de 1812*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 258 p.

Le bicentenaire de la guerre anglo-américaine de 1812 a grandement contribué à rehausser l'intérêt accordé à cet événement dans l'historiographie québécoise et canadienne. Les sommes prodigieuses investies par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour mousser la commémoration de ce conflit, de même que la signification symbolique qui lui a été rattachée, ont certes alimenté les débats publics, mais ont aussi contribué à stimuler la recherche sur le sujet, comme en témoigne le grand nombre de publications parues au cours des cinq dernières années. C'est dans ce contexte commémoratif que Jean-Pierre Sawaya nous offre *Des braves et des guerriers*, ouvrage qui vise à rendre « hommage » aux Amérindiens du Bas-Canada, ces « acteurs oubliés d'une guerre oubliée » (quatrième de couverture). Sawaya, en effet, dénonce leur absence parmi les nombreux « héros » des Canadiens. Selon lui, les « domiciliés » auraient « joué un rôle crucial dans ce conflit nord-américain » (p. 1) et méritent donc « eux aussi leur place dans le récit et la mémoire de la guerre de 1812 » (p. 136), au même titre que les célèbres Salaberry, Secord ou Tecumseh.

L'ouvrage est divisé en trois chapitres, qui suivent une trame essentiellement chronologique. Le premier, « L'avant-guerre, 1807-1812 », aborde les conditions dans lesquelles les Amérindiens du Bas-Canada ont choisi de participer au conflit. De façon presque unanime, ceux-ci ont très tôt manifesté leur volonté d'appuyer les intérêts britanniques, sauf quelques Iroquois de Kahnawake (Sault-Saint-Louis) et d'Akwesasne (Saint-Régis) qui ont plaidé en faveur du maintien d'une